

MAZARS - ECOLE CENTRALE MARSEILLE

# Rapport de stage en audit financier

---

Stage de fin d'étude du 07/04/2015 au 18/09/2015

LEROY Florent



## Table des matières

Remerciement .....	0
Résumé .....	1
Abstract .....	2
Introduction.....	3
1. Le cabinet Mazars .....	4
1.1 Historique du groupe.....	4
1.2 L’implantation en France et à l’international .....	5
1.3 Les chiffres clé .....	6
1.4 Les activités du groupe .....	6
1.5 Mazars et le marché de l’audit en France .....	9
1.6 Les différents types de clients .....	9
2. Le commissariat aux comptes.....	10
2.1 La certification des comptes.....	10
2.2 Les principes généraux de la comptabilité .....	13
3. L’organisation des missions de l’auditeur financier .....	15
3.1 La notion de risques en audit .....	16
3.2 Les missions d’audit.....	17
3.3 Les missions ponctuelles .....	21
3.4 Le rôle de chacune des ressources dans une mission d’audit .....	21
3.5 L’évaluation .....	22
4. Les travaux de l’auditeur.....	23
4.1 Une approche par cycles .....	23
4.2 Cycle Ventes/Clients .....	25
4.3 Cycle Achats/Fournisseurs.....	27
4.4 Cycle Immobilisations .....	28
4.5 Cycle Trésorerie .....	31
4.6 Cycle Capitaux Propres .....	32
4.7 Cycle Fiscalité.....	34
4.8 Cycle Personnel .....	36

4.9	Cycles charges et produits d'exploitation .....	36
4.10	Pertinence des méthodes décrites.....	37
5.	Mes missions et travaux au sein du cabinet .....	38
5.1	Calendrier de mes missions .....	38
5.2	Missions en OPCVM : ECOFI et AMUNDI.....	39
5.3	Groupe GCC .....	40
5.4	Missions de consolidation : Altran, BPCE et La Banque Postale Financement .....	41
5.5	Missions de bouclage .....	44
5.6	Autres missions.....	45
6.	Enseignements et Réflexions : .....	47
6.1	Ce que j'ai pu apprendre .....	47
6.2	Points d'étonnements .....	48
	Conclusion .....	49
	ANNEXES.....	50
	Chiffres clés.....	50
	En-tête de la fiche d'évaluation.....	0

## Remerciement

Suite aux 6 mois de stage que j'ai pu passer au sein du Cabinet Mazars, je tiens tout d'abord à remercier mon parrain, Guillaume Philippot, qui a suivi le déroulement de mon stage et qui m'a permis, par l'intermédiaire de ses conseils, de mieux cerner le fonctionnement du cabinet et les particularités du métier d'auditeur.

Je tiens également à remercier tout particulièrement les membres de l'équipe GCC, notamment Jérémy Leguy, pour la qualité de leur accueil, leurs conseils et les échanges que j'ai pu entretenir avec eux. Dans le même esprit, je désire également remercier les équipes ALTRAN, BPCE, LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT et AMUNDI, dont les missions furent très enrichissantes.

Enfin, je souhaite remercier tous les collaborateurs avec lesquels j'ai eu l'occasion de travailler au cours de ce stage, avec une mention particulière pour David Raynaud de Fitte, Guillaume Eberwein et Ryad Ounass dont la bonne humeur a beaucoup contribué à mon développement personnel au sein de l'entreprise.

## Résumé

Dans le cadre de mon travail de fin d'étude, j'ai eu l'opportunité de découvrir le secteur de l'audit financier au sein du cabinet Mazars. Cette expérience, dans la continuité de mes choix académiques au sein de l'école Centrale Marseille, m'a permis de mieux cerner les différentes notions abordées au sein du parcours « Gestion Quantitative ».

L'ingénieur « moderne » est aujourd'hui amené à travailler de plus en plus dans un contexte varié et étroitement lié aux évolutions économiques des entreprises. Il doit impérativement être préparé et disposer du bagage nécessaire pour mener à bien son rôle d'ingénieur et comprendre la portée et l'impact de son travail.

Un cabinet d'audit offre comme avantage de faire évoluer ses collaborateurs dans différents secteurs d'activités, ce qui est très appréciable pour qui veut avoir une vue d'ensemble du fonctionnement des entreprises en France. En effet, en tant que stagiaire j'ai été amené à travailler sur des missions très diverses aussi bien par la taille des entreprises auditées (moyennes entreprises, CAC 40) que par le secteur d'activité visité (Banque, Services, Industrie, Immobilier).

Ces six mois m'ont permis d'améliorer ma compréhension des normes comptables françaises tout en acquérant la méthodologie d'audit propre au cabinet. De plus j'ai pu observer l'importance des problématiques de la finance d'entreprise, dans le but de piloter au mieux son entreprise, et de comprendre les différentes méthodes envisagées par les directions financières suivant les secteurs d'activité dans lequel elles évoluent.

## Abstract

During this final internship, I have had the opportunity to discover the financial audit sector at Mazars, a well-known consulting firm. This experience enabled me to get a better understanding of many concepts studied within the « Quantitative Management » track at Centrale.

Nowadays' engineers can work in a large range of contexts, depending on companies' economic evolutions. A solid preparation as well as a sufficient theoretical background are absolutely necessary for engineers to accomplish their tasks and understand the full impact of their work.

Audit consultancy firms often enable managers to work in different sectors and industries, which is a very good way to get a large picture and a better understanding about how businesses work in France. Indeed, even just as an intern I have had the chance to work on very different missions in terms of company size (from SMBs to CAC 40 companies) and industry (banking, services, industry, real estate, etc...).

These six months gave me a deeper understanding of french accounting rules and practices, while learning Mazars' own auditing methodology. In addition, I've had the chance to observe the importance of corporate finance issues in companies' management, and to understand really well the different methods used by financial directions depending on their industry.

## Introduction

Au cours de mon stage de fin d'étude réalisé au sein du département Audit de Mazars, j'ai eu l'opportunité de travailler dans un milieu me permettant de mieux comprendre et appréhender les sujets de corporate finance.

Par ailleurs, j'ai pu effectuer de nombreuses missions pour le compte d'entreprises évoluant dans divers secteurs d'activité et à travers lesquelles j'ai pu aborder des problématiques variées.

Ce rapport a pour objectif de vous présenter l'ensemble des travaux que j'ai pu réaliser et les connaissances acquises tout au long de mon stage.

Dans le cadre d'une mission de commissariat aux comptes, l'audit financier est une obligation permettant un jugement indépendant et impartial des comptes d'une entreprise. Il permet une lecture représentative de sa santé financière, à travers la publication d'états financiers se rapprochant le plus possible de sa réalité économique. Mais l'audit n'est pas seulement une mesure coercitive imposée par la loi aux entreprises; elle permet aux dirigeants, via un regard extérieur et indépendant, de mieux connaître leur activité et de mieux cerner les zones de faiblesse de leur entité.

Une première partie concernera Mazars, entreprise dans laquelle j'ai accompli mon stage de fin d'étude. Elle contiendra une présentation de cette dernière, assortie d'une description de ses activités, de son organisation et du département auquel j'étais rattaché dans le cadre de mes interventions.

Par la suite, afin de mieux appréhender toutes les finalités du métier d'auditeur, j'aborderai la question du commissariat au compte. Cette partie sera suivie d'une présentation de l'organisation des missions d'audit, dont la préparation est tout aussi importante que les missions chez le client

Je détaillerai ensuite les différents travaux que doit exécuter un auditeur en m'appuyant sur le processus interne en vigueur chez Mazars, puis je présenterai l'ensemble des missions sur lesquelles j'ai pu intervenir.

Enfin, une dernière partie amènera à des réflexions concernant mon stage au sein d'une entreprise comme Mazars.

## **1. Le cabinet Mazars**

### **1.1 Historique du groupe**

En 1940, Robert Mazars, commissaire aux comptes français, crée le cabinet Mazars à Rouen. Il rassemble dans un premier temps une poignée de collaborateurs qui interviennent sur des missions d'expertise comptable et de commissariat aux comptes. Le cabinet connaît très rapidement une forte croissance. Dans les années 1980, le cabinet regroupe une centaine de collaborateurs et commence son développement à l'international.

Parallèlement, le cabinet Guérard Vallas, fondé en 1967, fait l'objet de plusieurs rapprochements entre cabinets d'audit et d'expertise pour devenir le cabinet « Guérard Viala » en 1988.

En 1995, les cabinets Mazars et Guérard Viala fusionnent pour donner naissance au cabinet Mazars et Guérard. L'alliance de ces deux cabinets répond à une volonté de croissance rapide, de diversification des activités et d'internationalisation du réseau. Mazars et Guérard atteint alors une taille suffisante lui permettant de se positionner avec une part de marché significative en France, sur les activités d'expertise et de commissariat aux comptes.



La nouvelle entité profite alors de l'association de l'expérience de Mazars sur des missions ponctuelles d'audit contractuel et de celle de Guérard Viala en systèmes d'information. Enfin, ce rapprochement s'avère également profitable en matière de présence internationale puisque les deux cabinets sont, à cette époque, assez complémentaires dans ce domaine.

Après s'être diversifié et avoir développé son offre de service sur les activités de conseil et les activités juridiques, Mazars a dû, à la suite de modifications de la législation française, se séparer en 2005 de son cabinet juridique Magellan et du cabinet de conseil Eurogroup Consulting.

## 1.2 L'implantation en France et à l'international

### L'implantation en France

En France, Mazars regroupe 38 bureaux, et fédère les compétences et le professionnalisme de plus de 2600 collaborateurs, dont 154 associés. L'entreprise s'est assuré une bonne implantation locale grâce à sa présence dans 14 régions métropolitaines:

- L'Alsace
- L'Aquitaine
- La Bretagne et les Pays de la Loire
- La Champagne-Ardenne
- La Franche-Comté et la Bourgogne
- L'Ile-de-France
- Le Midi-Pyrénées
- Le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie
- La Normandie
- La Provence Alpes, Côte d'Azur
- Le Rhône-Alpes

Elle est également présente dans les DOM-TOM grâce à la mise en place de partenariats avec des cabinets locaux aux Antilles (Guadeloupe, Martinique et Saint-Martin), en Polynésie Française, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.

### L'implantation à l'international

Mazars est présent dans les 73 pays qui composent son partnership intégré, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie-Pacifique, en Amérique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce Partnership intégré regroupe plus de 15 000 collaborateurs à travers le monde et assure une représentation de l'entreprise dans 83 pays à travers le monde.

Mazars réalise la majeure partie de son chiffre d'affaire en Europe occidentale (70%) et en Amérique du Nord (12%). Elle développe également ses activités dans les pays émergents et en transition avec une croissance du chiffre d'affaire de :

- 15,3 % en Amérique Latine et Centrale,
- 8,9% en Europe Orientale et Centrale,
- et 6,6% au Moyen-Orient.

## **1.3 Les chiffres clé**

Au cours de l'exercice 2013-2014, Mazars présente un chiffre d'affaire de 1080 M€, en augmentation de 3,4% par rapport à l'exercice précédent (+5,8% à taux de change constant) et un résultat net de 73 M€ (contre 29 M€ en 2012-2013). L'entité est en plein développement avec une croissance organique de 3,9% et une croissance externe de 1,9%. Mazars et son partnership intégré regroupent 15 000 collaborateurs à travers le monde dont 748 associés. L'âge moyen de l'ensemble des collaborateurs est de 28 ans et celui des associés est de 49 ans.

## **1.4 Les activités du groupe**

### Audit financier

Il s'agit du métier historique du groupe, il consiste à auditer les comptes du client pour émettre une opinion extérieure et indépendante sur leur exactitude et leur adéquation

avec la réalité. Le commissaire aux comptes engage sa responsabilité professionnelle au travers de la certification. Ce pôle rassemble aussi les activités d'audit contractuel, d'acquisition ou spécialisé (audit informatique, stratégique, d'organisation,...), de commissariat aux apports et à la fusion, de consolidation.

### Consulting

Les équipes de consulting de Mazars assistent et conseillent les acteurs privés et publics pour aligner leurs organisations sur leurs stratégies et réussir leurs grands projets de transformation, tout ceci dans un objectif d'amélioration de leur performance globale. Les champs d'expertise sur lesquels interviennent les consultants Mazars sont :

- **La stratégie** : transformation des modèles économiques des entreprises afin de les aider à mieux comprendre leur environnement et leur marché, et à saisir les opportunités de développement, synonymes de croissance et d'avantage compétitif.
- **CFO Transformation (Chief Financial Officer)**: aide à la transformation de l'organisation et des processus des directions financières.
- **Audit, stratégie et gouvernance des systèmes d'information** : accompagnement des directions générales, DSI (Direction des Systèmes d'Informations) et directions métiers dans l'optimisation de la contribution des Systèmes d'Information de l'entreprise à ses résultats.
- **Anti-corruption** : amélioration des dispositifs anti-corruption.
- **Management des risques** : mise en place d'outils de contrôle interne et de management des risques.

Ces champs d'expertise couvrent les domaines suivants :

- Secteur Public,
- Industrie,
- Services.

### Transaction services (Consulting financier)

Les collaborateurs Mazars apportent leur expertise et leur savoir-faire sur des missions relatives aux fusions, acquisitions, évaluations, restructurations et litiges. Leurs principales missions consistent à :

- Apprécier le rationnel financier d'un projet, d'un prix d'acquisition, d'une garantie ou d'un contrat,
- Mettre en œuvre des projets de croissance externe, de cession de sociétés, d'actifs et de branches d'activité mais aussi d'assister leurs clients dans la recherche de financements,
- Valoriser les actifs acquis et engagements souscrits,

- Gérer les conséquences financières des litiges, identifier les fraudes,
- Accompagner les entreprises en difficulté dans la mise en œuvre de solutions de redressement.

### L'expertise comptable

La diversité de l'offre de Mazars assure aux entreprises clientes un service sur-mesure, à chaque étape de leur existence, sur les sujets suivants :

- Définition chiffrée d'un projet,
- Assistance administrative,
- Organisation comptable interne ou externe,
- Création de tableaux de bord financiers,
- Elaboration de scénarii de développement,
- Révision comptable et la tenue de comptabilité.

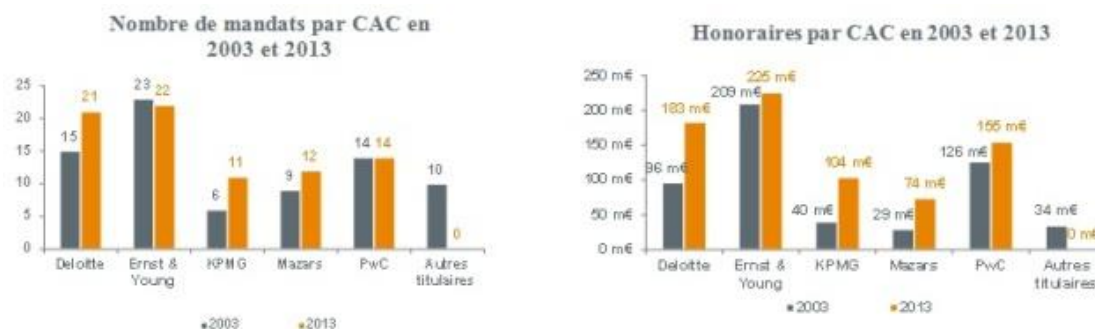
### L'aide à la gestion

Auprès des petites et moyennes entreprises, Mazars intervient également dans les domaines de l'organisation (procédures, règles de fonctionnement, tableaux de bord), de l'informatique (choix de progiciel, plan directeur, conformité fiscale, euro et an 2000), et en diagnostic d'accompagnement qualité (normes ISO 9000) et environnement (normes ISO 14000). Elle effectue pour ce segment de marché les missions suivantes :

- Conseil en gestion,
- Diagnostic de gestion de trésorerie,
- Définition des outils de gestion et choix des outils informatiques,
- Préparation des documents comptables et édition des résultats mensuels,
- Secrétariat social : gestion administrative et bulletin de paie,
- Traitement de l'information de gestion.

## 1.5 Mazars et le marché de l'audit en France

Actuellement, le marché français de l'audit financier, et plus particulièrement celui des entreprises du CAC 40, est dominé par les « Big Four » (EY, Deloitte, PwC et KPMG). Pour sa part, Mazars est le 5<sup>e</sup> cabinet d'audit en France en terme de chiffre d'affaires, le cabinet possède 10% des parts du marché des entreprises du CAC 40, en net progression par rapport à la situation d'il y a 10 ans.



Source : dayone.fr

En France, Mazars audite :

- **12** des 40 sociétés composant l'indice **CAC 40**,
- **38** des 120 sociétés composant l'indice **SBF 120**,
- **75** des 250 sociétés composant l'indice **CAC All Tradable**.

Parmi les principaux clients de la branche Audit de Mazars en France, on peut citer :

Air Liquide, Alstom, AXA, BNP Paribas Bouygues, Carrefour, CGG, Essilor, Eutelsat Communications, GDF Suez, Lagardère, Natixis, Pernod Ricard, PSA Peugeot Citroën, Publicis, Safran, Schneider Electric, SCOR, Suez Environnement, Valeo.

Par ailleurs, Mazars conseille de nombreux grands groupes parmi lesquels :

Bongrain, EDF, Eiffage, France Telecom, Générale de Santé, Nexans, Saint-Gobain, Sanofi Aventis, Société Générale.

## 1.6 Les différents types de clients

Mazars partage ses activités en deux catégories distinctes de clients :

**Les clients dits « Channel 1 » :**

Cette première catégorie regroupe l'ensemble des clients pour lesquels Mazars effectue des missions de certification des comptes (Audit financier et informatique). Pour éviter tout possible conflit d'intérêt, le cabinet a interdiction d'effectuer des missions de conseil pour ces mêmes clients car dans ce cas de figure, le cabinet aurait à contrôler ses propres travaux, ce qui ne garantit pas, aux yeux de la loi, une entière objectivité et neutralité dans le travail réalisé par les auditeurs.

**Les clients dits « Channel 2 » :**

Les clients de cette deuxième catégorie sont les clients pour lesquels Mazars n'effectue aucune mission de certifications des comptes. Le cas échéant, le cabinet peut alors intervenir sur n'importe quelle mission de conseil ou de transaction pour le compte de ce client.

Ayant personnellement réalisé l'intégralité de mon stage dans le département audit de chez Mazars, la plupart des missions que j'ai pu réaliser l'ont été pour des clients « Channel 1 ».

## **2. Le commissariat aux comptes**

### **2.1 La certification des comptes**

#### **Mission : garantir la fiabilité de l'information**

La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes a définitivement institué un contrôle légal des comptes. Mais le statut de commissariat aux comptes fut érigé en profession organisée par le décret du 12 Août 1969. Le commissaire aux comptes a pour mission première l'audit et la certification des comptes de ses clients. Il garantit ainsi que les registres comptables sont correctement tenus et que l'information financière fournie aux tiers est fiable.

En 1935, les pouvoirs des commissaires aux comptes sont accrus afin de lutter contre les nombreux scandales financiers de l'époque. Les commissaires aux comptes qui contrôlent des sociétés faisant appel à l'épargne publique doivent recevoir l'agrément d'une cour d'appel. Ces derniers ont désormais l'obligation de rapporter au procureur de la République les faits délictueux dont ils ont eu connaissance. Depuis, les lois et les règlements concernant la profession se sont multipliés afin de coller au plus près aux évolutions de l'entreprise.

## Le rôle et les pouvoirs des commissaires aux comptes

### **Certification des comptes**

Le commissaire aux comptes, c'est-à-dire *l'associé* dans le cas du groupe Mazars, est légalement responsable de la certification des comptes présentés publiquement par une entreprise. Chaque année, à la même date (date de clôture), les comptes sont clôturés de façon à établir un bilan et un compte de résultat.

Le bilan fait état de la situation financière cumulée depuis sa création, avec d'un côté ce que l'entreprise possède (actifs et créances) et de l'autre ce qu'elle doit (passif). Ainsi, il est possible de se faire une idée, à partir de calcul de ratios, de la situation financière et de la gestion de cette entreprise.

Les comptes de résultat présentent l'activité de l'exercice qui vient de s'écouler avec d'un côté les ventes et de l'autre les charges rattachées à l'exercice. Les comptes de résultat sont remis à zéro au début de chaque exercice.

Ainsi, ces deux documents, éventuellement accompagnés d'une annexe, sont soumis à l'appréciation du commissaire qui doit établir, grâce à plusieurs contrôles, si oui ou non les comptes présentent une image fidèle de la situation financière de l'entreprise.

### **Pouvoirs d'appréciation des comptes**

Lors de la certification des comptes, le commissaire aux comptes peut émettre 3 types d'opinion :

- **La certification sans réserves** : lorsque les études réalisées par les auditeurs n'ont révélé aucune défaillance dans les procédures, et n'ont pas montré d'erreur significative dans l'affectation des chiffres. Dans ce cas, il appose sa signature sur ces comptes et engage ainsi pénalement sa responsabilité.
- **La certification avec réserves** : lorsque les études réalisées ont montré quelques erreurs conséquentes dans l'affectation des comptes, et que l'entreprise a refusé de rectifier. Alors le commissaire aux comptes peut signer en émettant des réserves sur les postes qui lui ont paru litigieux et ainsi se couvrir pénalement de toute poursuite ultérieure.
- **Refus de certification** : lorsque les études réalisées révèlent l'apparition de graves erreurs et que par conséquent les comptes ne reflètent pas une image fidèle de la situation de l'entreprise. C'est alors que le commissaire aux comptes peut prendre

l'option de refuser de signer les comptes. Cette décision, très importante et très grave pour l'entreprise, n'est prise que dans des cas extrêmes.

Ces états financiers ont vocation à être présentés aux parties prenantes de l'entreprise (investisseurs, créanciers, fournisseurs, employés...) et aux entreprises concurrentes, afin qu'elles se fassent une opinion sur sa santé financière. Il apparaît alors évident que la certification de ces comptes est primordiale dans un environnement financier fait d'alliances et de rapprochements stratégiques.

### **Entités soumises au contrôle de leurs comptes**

Toutes les entreprises ne sont pas soumises aux mêmes exigences de contrôles de leurs comptes :

Les **sociétés cotées** ont pour obligation de faire certifier leurs comptes, il en est de même pour toutes les SA (sociétés anonymes).

Dans le cas des **SARL**, la certification des comptes est obligatoire lorsque l'entité en question dépasse 2 des 3 seuils suivants :

- Chiffre d'affaires hors taxes supérieur à 3 100 000 euros ;
- Total bilan supérieur à 1 550 000 euros ;
- Nombre de salariés supérieur à 50.

En ce qui concerne les **SAS**, la certification des comptes est obligatoire lorsque l'entité en question dépasse 2 des 3 seuils suivants :

- Chiffre d'affaires hors taxes supérieur à 2 000 000 euros ;
- Total bilan supérieur à 1 000 000 euros ;
- Nombre de salariés supérieur à 20.

Pour ce qui est des **associations**, celles-ci doivent obligatoirement nommer un commissaire aux comptes lorsqu'elles reçoivent des dons ouvrant droits à une déduction fiscale ou reçoivent des subventions publiques dont le montant excède 153 000 euros par an.

Par ailleurs, d'autres associations, du fait de leur activité, doivent obligatoirement nommer un commissaire aux comptes lorsqu'il s'agit :

- D'associations reconnues d'utilité publique ;
- D'associations qui émettent des obligations ;



- D'associations qui accordent des prêts pour la création ou le développement d'entreprises ; ou pour la réalisation de projets d'insertion par des personnes physiques.

## 2.2 Les principes généraux de la comptabilité

Que ce soit pour une mission de Commissariat ou Compte (CAC) ou une mission ponctuelle, le premier travail à effectuer sur une mission consiste à comprendre l'activité du groupe pour être capable de la faire transparaître dans les comptes qui seront publiés.

L'audit d'une société comporte un certain nombre d'obligations légales qui doivent permettre à cette société de présenter des comptes respectant les principes généraux de la comptabilité qui suivent :

- **Le principe de continuité d'exploitation**

Le principe de continuité d'exploitation est un principe qui permet d'intégrer, lors de l'établissement du bilan, le fait que l'entreprise va poursuivre son exploitation au-delà de la date de clôture de l'exercice.

C'est ce principe qui permet d'amortir un bien sur plusieurs années. Si ce principe n'est pas respecté, c'est à dire que la société cesse toute activité après la clôture de l'exercice, tous les actifs doivent être dépréciés en fonction de leur valeur de marché. Dans ce dernier cas, la valeur comptable de ces biens est alors très inférieure.

- **Le principe d'indépendance des exercices**

Le principe comptable d'indépendance des exercices impose de rattacher, par exemple, les factures clients et fournisseurs à l'exercice comptable qu'ils concernent, indépendamment de leur date de facturation. De plus, il impose de ne comptabiliser qu'une seule fois une même facture.

- **Le principe des coûts historiques**

Ce principe veut qu'à leur date d'entrée dans l'entreprise, les biens achetés sont **enregistrés à leur coût d'acquisition**, les biens acquis à titre gratuit sont enregistrés à leur valeur estimée et les biens produits à leur coût de production.

Ce principe veut également, qu'au moment du bilan, la valeur du bien ne soit jamais réévaluée si elle a augmenté (notamment dans le cas de l'immobilier).

Si au contraire, la valeur du bien a baissé, l'entreprise doit comptabiliser une provision pour constater la dépréciation.

- **Le principe de prudence**

En comptabilité française (normes PCG) le principe de prudence est **un des principes comptables les plus importants**. L'entreprise doit enregistrer à la clôture de l'exercice toutes les pertes probables ou certaines qui concernent l'exercice, même si elles apparaissent après la date de clôture de l'exercice.

- **Le principe de permanence des méthodes**

Il s'agit de toujours **respecter les mêmes principes d'enregistrement comptable** pour une entreprise, par exemple une entreprise doit toujours conserver les mêmes règles d'amortissement pour un type de produit donné.

- **Le principe de non-compensation**

La compensation des éléments d'actif et des éléments de passif est interdite, c'est-à-dire **qu'on ne peut pas fusionner au bilan une dette et une créance ou dans le compte de résultat une charge et un produit**.

- **Le principe de bonne information**

Les informations contenues dans les documents comptables doivent être suffisantes et significatives pour permettre au lecteur de **bien comprendre les comptes annuels**.

- **Le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture :**

Le **bilan d'ouverture doit correspondre au bilan de clôture** de l'année précédente. On ne peut jamais modifier un bilan d'ouverture de telle sorte qu'il ne corresponde pas au bilan de clôture de l'exercice précédent.

Le respect de ces principes oblige les auditeurs à se fier à 7 critères d'audit. En effet, les écritures doivent :

- être réelles,
- concerner l'entreprise (important lors d'audit de filiales d'un groupe),
- être comptabilisées sans oubli,
- être comptabilisées sans double emploi,
- être comptabilisées dans le bon compte,
- être comptabilisées pour le bon montant,
- être comptabilisées dans la bonne période.

Cependant, le respect de ces principes ne peut évidemment pas être vérifié pour l'ensemble des écritures comptables qui sont saisies sur l'exercice.

C'est pourquoi les missions d'audit de commissariat aux comptes adoptent une organisation qui vise à se focaliser sur les points sensibles de la certification, on parle alors d'approche par risques.

### **3. L'organisation des missions de l'auditeur financier**

Au regard des principes généraux de la comptabilité, énoncés dans la partie précédente, les auditeurs doivent respecter certaines assertions essentielles au bon exercice de leur métier.

Les états financiers contrôlés seront considérés comme réguliers et sincères si les opérations et événements, les soldes des comptes et l'annexe:

- Sont exhaustifs,
- Sont réels,
- Sont correctement valorisés,
- Ne comprennent pas de doublons,
- Concernent l'entreprise,
- Respectent la séparation des exercices (cut off),
- Sont correctement imputés.

### 3.1 La notion de risques en audit

Tout d'abord, il me semble important d'introduire le concept **d'importance relative**. En effet ce concept met en avant le fait que certains éléments des états financiers ont plus d'importance que d'autres pour les utilisateurs externes lors de certaines de leurs prises de décisions.

On dira notamment qu'une erreur est **significative** si celle-ci est suffisamment importante pour modifier ou influencer les décisions des lecteurs des états financiers

Pour déterminer la nature significative ou non d'une erreur, les auditeurs vont mettre en place des **seuils de signification** qui seront :

- **Adaptés à chaque audit,**
- **Documentés par des documents de travail spécifiques,**
- **Mentionnés dans le mémorandum d'approche.**

Etant donné qu'il n'est pas possible, pour des raisons financières et de temps, de vérifier exhaustivement toutes les composantes des états financiers, les auditeurs doivent effectuer des choix sur les éléments soumis à audit. Ces choix sont réalisés sur la base de leur jugement professionnel, leur expérience et la connaissance de leur client (organisation, activité...).

Ces choix seront orientés vers les composants des états financiers importants pour les utilisateurs et les éléments susceptibles de présenter des niveaux d'erreur importants (supérieurs aux seuils de signification). Ceci introduit **la notion de risque**. En effectuant ce type de choix, l'auditeur s'expose au risque de ne pas détecter une erreur significative et donc de délivrer une opinion erronée sur les comptes.

Compte tenu des risques inhérents à l'activité, ceux-ci sont répartis selon 5 grands types :

	Types	Description : le risque que...
<b>A</b>	Risque inhérent	...des anomalies significatives pourront se produire compte tenu des caractéristiques inhérentes et en l'absence de contrôles de l'entreprise appropriés : « ce qui pourra mal se passer » à risque présent avant audit
<b>B</b>	Risque lié au contrôle	...le système de contrôle interne de l'entreprise ne permettra pas de prévenir, ou de détecter et corriger, à temps des anomalies significatives
<b>A+B = 1</b>	Risque d'anomalie significative	...les états financiers non audités contiennent des anomalies significatives, du fait de risques inhérents non limités par les contrôles de l'entreprise en place
<b>2</b>	Risque de non détection	...l'auditeur ne détectera pas les anomalies significatives existant dans les états financiers
<b>1+2</b>	Risque d'audit	...l'auditeur émettra une opinion d'audit erronée, du fait d'un risque d'anomalie significative non limitée par les contrôles d'audit

### 3.2 Les missions d'audit

#### L'approche d'audit

L'approche d'audit permet de ramener le risque d'audit à un niveau suffisamment faible pour ne pas être significatif. Elle apporte au CAC (Commissaire aux Comptes) les éléments nécessaires à l'émission d'une opinion en accord avec la réalité de l'entreprise. Cette approche se déroule selon trois phases :

## 1- Evaluation des risques

### Identifier et évaluer le risque d'anomalie significative

- D'abord en termes de risques inhérents
- Ensuite en termes de risques liés au contrôle

## 2- Réponse aux risques

### Limiter le risque de non détection

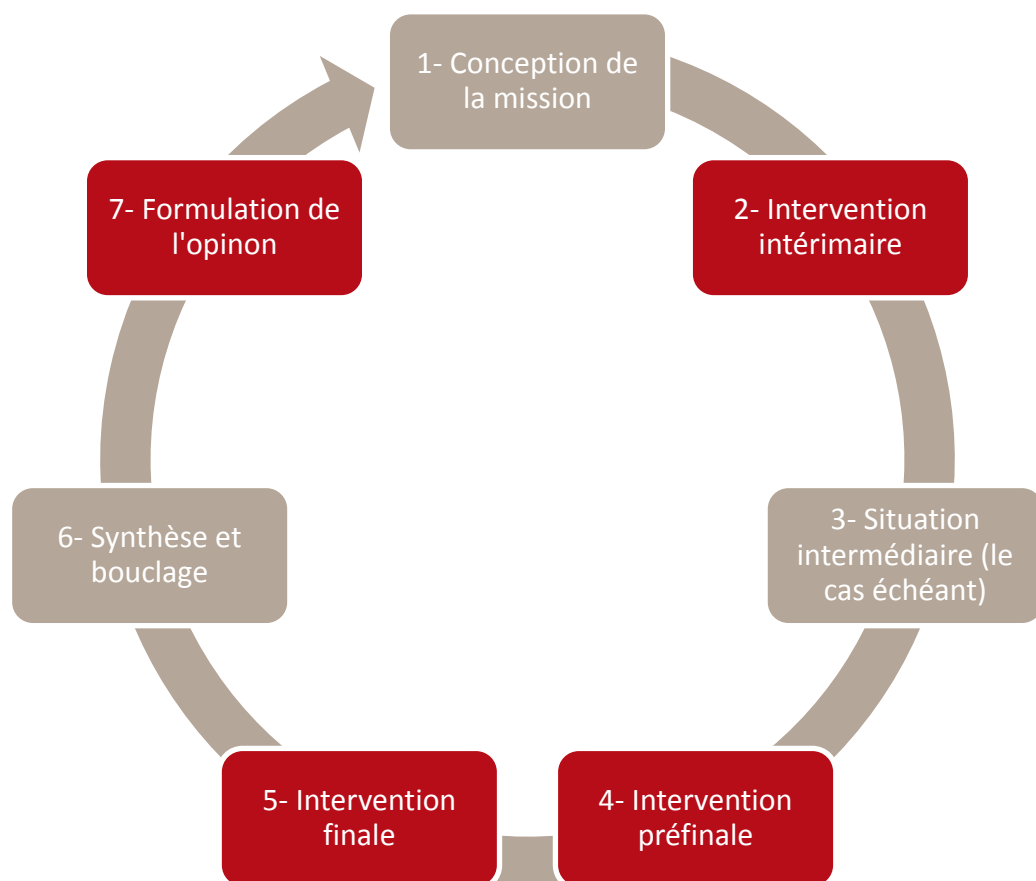
En effectuant des procédures d'audit permettant de répondre aux risques d'anomalie significative identifiés

## 3- Documentation et synthèse

Déterminer si les éléments probants obtenus sont appropriés et adéquats à l'expression d'une opinion d'audit

### Une organisation cyclique

La publication des comptes ayant lieu à la fin de chaque exercice (une fois par an), les missions d'audit s'organisent de manière cyclique, autour d'étapes de travail récurrentes.



## 1- Conception de la mission :

Cette première étape, qui concerne l'environnement informatique de l'entreprise, consiste en l'actualisation de la prise de connaissance de l'activité et de l'environnement de contrôle. Elle débouche sur l'évaluation du risque d'audit (identification et hiérarchisation des risques) puis sur la définition des procédures d'audit. S'en suivent alors la conception de l'approche et la planification de l'audit. Cette phase se termine par une rencontre avec la direction de la société au cours de laquelle nous exposons les conclusions de cette pré-étude.

## 2- Intervention intérimaire :

Durant cette phase, les auditeurs effectuent, sur la base de données financières, une série de tests permettant une évaluation détaillée des risques et du contrôle interne. Cette évaluation est suivie d'une synthèse intérimaire présentant à la société l'appréciation du risque d'audit, les recommandations et les contrôles envisagés en phase finale. C'est durant

cette phase que sont réalisés d'éventuels inventaires physiques. Cette phase se termine par l'intervention pré-finale.

### **3- Situation intermédiaire :**

Le cas échéant, un examen limité semestriel ou trimestriel, des données financières et des attestations est effectué par les auditeurs. Cet examen permet de disposer d'une première appréciation prévisionnelle des états financiers de l'entreprise auditée.

### **4- Intervention pré-finale :**

L'intervention pré-finale consiste en la tenue d'entretiens avec la Direction, l'examen des positions de principe et de points sensibles. Enfin les auditeurs y exposent les méthodes qu'ils vont utiliser lors de leurs travaux.

### **5- Intervention finale :**

Il s'agit d'effectuer le suivi des recommandations sur le contrôle interne, notamment via contrôles substantifs (tests).

### **6- Synthèse et bouclage :**

Cette étape débouche sur une synthèse finale permettant une réflexion commune avec la société sur les recommandations, elle consiste également au bouclage des travaux d'audit.

### **7- Formulation de l'opinion :**

L'associé en charge du dossier présente les comptes aux actionnaires et justifie son opinion sur ces derniers.

Le commissaire aux comptes à une obligation de moyens et non de résultats, il n'a donc pas à faire un examen exhaustif de la comptabilité de la société. L'organisation des missions respecte donc une approche par les risques de la société. Un travail en aval des interventions chez le client permet de prendre connaissance de l'activité de la société, d'en découvrir les risques sur le plan de la gestion et de la comptabilité afin de donner une direction à l'examen des comptes pendant les interventions chez le client.



Le commissaire aux comptes est nommé par le conseil d'administration pour une période de 6 ans. Ces 6 années de commissariat aux comptes permettent d'acquérir une certaine expérience des problèmes rencontrés par la société et des risques potentiels pour la certification.

### 3.3 Les missions ponctuelles

Les missions ponctuelles désignent des missions contractualisées entre le cabinet et une entreprise cliente de type « Channel 2 ». Ces missions consistent à évaluer d'un point de vue impartial et extérieur un secteur que l'entreprise n'estime pas optimal. Au cours de celles-ci, l'équipe d'audit effectue un diagnostic de l'état d'une partie de l'activité de l'entreprise pour ensuite en identifier précisément les points faibles. Ce type d'audit pourra alors être réutilisé des consultants, qui à partir du diagnostic émis par l'audit réalisé, sera en mesure de proposer des solutions d'optimisation et de changement pour palier au problème(s) identifié(s). Ce genre de mission complète l'activité du cabinet sur les périodes creuses de l'audit (avril, septembre).

### 3.4 Le rôle de chacune des ressources dans une mission d'audit

Même si les métiers y sont nombreux et variés, l'organisation interne de Mazars est identique pour tous ces métiers et mais aussi dans tous les pays. L'organisation de l'entreprise est une hiérarchie pyramidale constituée de « grades » basés sur l'expérience et l'expertise de **chacun**.

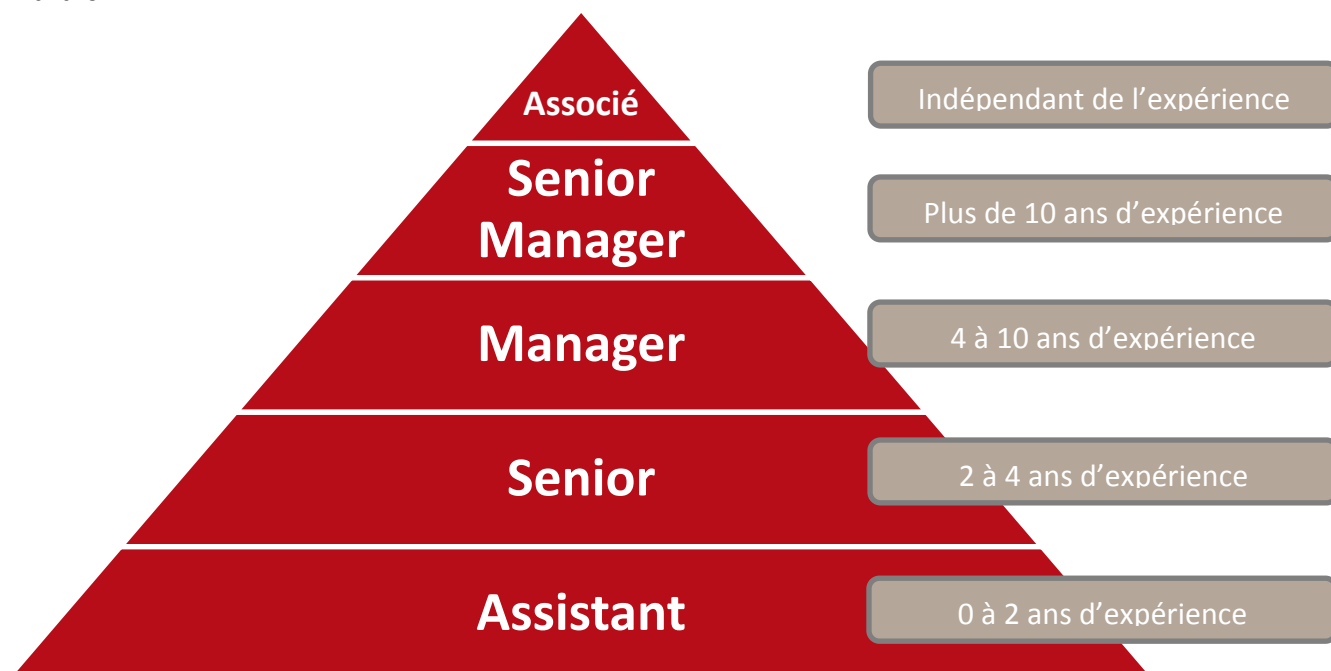
Les **associés**, qui détiennent ensemble la totalité des parts de l'entreprise, dirigent les services auxquelles ils appartiennent et sur lequel repose leur expertise. Ces mêmes associés définissent la politique générale et les orientations stratégiques à suivre pour l'ensemble des collaborateurs.

Il incombe ensuite aux **directeurs** et aux **seniors managers** de gérer la ligne de service au quotidien, d'attribuer les missions remportées à chaque collaborateur ainsi que démarcher de nouveaux clients par l'intermédiaire de réponses à des appels d'offres.

Les **managers**, quant à eux, gèrent au quotidien tous les aspects pratiques d'une mission (coût, ressources humaines, avancement) pour assurer le bon déroulement de celle-ci. Ils ont en quelque sorte un rôle de supervision sur la mission.

Viennent enfin les **assistants** et les **seniors**, chargés de les encadrer. Ils interviennent directement auprès du client pour exécuter la mission qui leur a été attribuée.

Le schéma suivant illustre l'organisation caractéristique qui s'applique au sein du cabinet Mazars :



### 3.5 L'évaluation

Chaque collaborateur est constamment évalué au cours de chacune de ses missions. En effet, il doit faire remplir une fiche d'évaluation par le responsable de mission permettant de juger de la qualité du travail effectué. Cette fiche évalue notamment :

- la qualité et la compréhension des travaux effectués,
- l'organisation du collaborateur,
- la capacité du collaborateur à s'interroger sur de manière pertinente,
- la prise de recul sur les sujets abordés,

- son attitude vis-à-vis du client...

Chez Mazars, chaque collaborateur a un « parrain » qui est un interlocuteur privilégié avec qui il peut échanger concernant sa vie et ses expériences au sein du cabinet. Le parrain est également chargé de regrouper toutes les fiches d'évaluation et de les synthétiser au cours d'un entretien avec le collaborateur qu'il parraine. Cette synthèse donne lieu à un classement du collaborateur (« bon », « très bon », « excellent ») qui conditionnera notamment son augmentation de salaire à la fin de l'année.

## **4. Les travaux de l'auditeur**

### **4.1 Une approche par cycles**

Sur une mission de CAC standard, l'audit des comptes de la société est réalisé par cycles. On appelle cycle un poste du bilan comptable, du compte de résultat, ou parfois un groupement entre plusieurs de ces postes. Aujourd'hui, vingt cycles doivent être audités pour permettre une analyse complète des comptes d'une société.

Les principaux cycles, confiés aux stagiaires et assistants, sont les cycles suivants :

- Cycle Ventes/Clients,
- Cycle Achats/fournisseurs,
- Cycle Immobilisations,
- Cycle Capital,
- Cycle Trésorerie,
- Cycle Fiscalité,
- Cycle Personnel.

Pour réaliser chacun de ces cycles, un certain nombre de travaux et contrôles doivent être effectués et formalisés sur papier ou sur ordinateur avant classement. Il faut garder à l'esprit que l'objectif de l'audit est de vérifier que les principes généraux de la compatibilité cités plus haut ont bien été respectés et correctement appliqués. Pour chaque cycle, la démarche que nous avons suivie est globalement la suivante :

- compréhension du fonctionnement du cycle,
- vérification des mouvements,
- recherche des pièces justificatives,
- réalisation des contrôles propres à chaque cycle étudié.

Un principe important à retenir concernant le commissariat aux comptes est que les contrôles ne peuvent être exhaustifs, faute de temps et de ressources disponibles. En effet au cours de l'examen des comptes, nous procédons par sondages sur les montants et sur les postes à risque : c'est l'approche par les risques par opposition au « full audit » qui consiste à vérifier chaque montant.

Par la suite, nous exposerons, pour les principaux cycles sur lesquels j'ai travaillé, les objectifs recherchés, puis les travaux réalisés en vue de satisfaire ces objectifs.

## 4.2 Cycle Ventes/Clients

### Objectifs et contrôle des comptes

- **Cut off** : S'assurer que les produits et charges inscrits au compte de résultat et provenant des opérations de ventes résultent uniquement de l'enregistrement intégral des transactions réalisées dans l'exercice comptable considéré.
- **Réalité des créances** : S'assurer que les comptes de tiers inscrits au bilan et provenant des opérations de ventes sont correctement évalués et bien classés.

### Contrôles types

Il existe plusieurs types de contrôles qui ont pour objectif de vérifier la réalité et la bonne valorisation des éléments du cycle ventes/clients.

#### ▪ Contrôles généraux Ventes

Les contrôles généraux des ventes s'effectuent selon les actions suivantes :

- Contrôler l'évolution des ratios significatifs par rapport à l'année précédente.
- Pour les ventes à des sociétés du groupe ou ayant des administrateurs communs vérifier les conditions.
- Vérifier que le montant total des ventes au journal des ventes correspond au chiffre d'affaires comptabilisé.
- Vérifier l'origine des comptes clients créditeurs.
- Vérifier qu'il est fait la mention dans l'annexe des éléments suivants lorsqu'ils ont un caractère significatif : ventilation du montant net du chiffre d'affaires par secteur d'activité et par marché géographique ; si certaines de ces indications sont omises en raison du préjudice grave qui pourrait résulter de leur divulgation, il est fait mention du caractère incomplet de cette information.
- Examiner la ventilation du chiffre d'affaires par mois et identifier les variations anormales (ex : accélération brutale et non justifiée des ventes de fin d'exercice).
- Vérifier que les autres charges calculées en fonction du chiffre d'affaires (ex : commissions...) ont été comptabilisées.
- Vérifier la correcte séparation des exercices en faisant des tests de cut-off.

### ▪ Contrôles généraux Clients et comptes rattachés

Ces contrôles permettent de vérifier la réalité, l'exhaustivité et la bonne valorisation des créances et engagements clients. Ils consistent notamment à :

- S'informer de la durée normale du crédit consenti aux clients, et procéder à une comparaison des délais moyens réels de règlement des clients sur deux périodes identiques, et à un même moment de l'année. Tout écart sensible doit être analysé.
- Appliquer la procédure de confirmation directe en adressant des lettres aux clients pour leur demander confirmation d'une créance.
- Lorsque la procédure de confirmation directe ne peut pas être appliquée (ou donne des résultats insuffisants), nous mettons en place des travaux complémentaires qui consistent à :
  - Vérifier que les soldes individuels sont correctement analysés.
  - Pour les montants qui n'ont pas encore été payés depuis la date d'arrêt, examiner tout document pouvant justifier le montant inclus dans le solde (bons d'expédition, factures, correspondances).
  - Pointer la balance clients avec les comptes individuels.
  - S'assurer que les clients créditeurs figurent au passif du bilan et qu'il n'existe pas de compensation entre soldes débiteurs et créditeurs.
  - Vérifier que les créances à un an au plus et à plus d'un an sont séparées dans l'annexe lorsque ces éléments ont un caractère significatif.

### ▪ Evaluation des créances

- Vérifier que les créances exprimées en devises ont été correctement comptabilisées.
- Pour les autres clients :
  - Obtenir la balance par ancienneté des créances.
  - Examiner les dossiers des créances anciennes (dont la durée excède la norme indiquée par l'entreprise) pour lesquelles aucune provision n'a été constituée et juger du bien-fondé de cette absence de provision.
  - Passer en revue les relevés bancaires de l'exercice suivant et obtenir des explications pour tout impayé significatif.
- Pour les créances déjà identifiées comme douteuses par la société :
  - Obtenir l'analyse de la variation de provisions d'un exercice à l'autre.
  - Rapprocher ces mouvements avec les montants passés au compte de résultat.
  - Examiner le bien-fondé des provisions constituées en fonction de la politique de la société, du dossier...

### 4.3 Cycle Achats/Fournisseurs

#### Objectifs du contrôle des comptes

-Cut off : S'assurer que les charges et produits inscrits au compte de résultat et provenant des opérations d'achat, proviennent uniquement de l'enregistrement intégral des transactions réalisées dans l'exercice comptable considéré.

-Exhaustivité des dettes : S'assurer que les comptes de tiers inscrits au bilan et provenant des opérations d'achat sont correctement évalués et bien classés.

#### Contrôles types

D'une manière générale, les contrôles effectués sont similaires à ceux réalisés dans le cas du cycle Ventes/Clients, en se plaçant toutefois du point de vue opposé, c'est-à-dire celui où l'entreprise achète des biens, des services, ou plus globalement quand elle contracte une dette envers un fournisseur quelconque :

- Appliquer la procédure de confirmation indirecte, c'est-à-dire adresser des lettres aux fournisseurs pour leur demander le solde dans leurs comptes de la société auditée.
- Lorsque la procédure de confirmation indirecte ne peut pas être appliquée (ou donne des résultats insuffisants) :
  - o Vérifier que les soldes individuels sont correctement analysés.
  - o Vérifier les paiements ultérieurs débités sur ces comptes avec les avis bancaires.
  - o Pour les montants qui n'ont pas encore été payés depuis la date d'arrêt, examiner tout document pouvant justifier le montant inclus dans le solde (bons de livraison, factures, correspondances).
  - o Pointer la balance fournisseurs avec les comptes individuels.
  - o S'assurer que les fournisseurs débiteurs figurent à l'actif du bilan et qu'il n'existe pas de compensation entre soldes débiteurs et créditeurs.

## 4.4 Cycle Immobilisations

Les cycles d'immobilisations permettent de vérifier la véracité et la bonne valorisation des immobilisations que possède une entreprise. On distingue trois « types » d'immobilisations :

- Immobilisations corporelles : Il s'agit des éléments corporels destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise. Ils ne se consomment pas par le premier usage. Ces immobilisations se répartissent au bilan sous les rubriques suivantes :
  - o terrains (y compris agencements et aménagements des terrains) ;
  - o constructions ;
  - o installations techniques, matériels industriels et outillages ;
  - o autres immobilisations corporelles.
- Immobilisations incorporelles : Immobilisations autres que les immobilisations corporelles et les immobilisations financières. Elles sont définies comme étant des actifs non monétaires identifiables sans substance physique. Sont considérées comme des immobilisations incorporelles les éléments suivants :
  - o Les frais d'établissement
  - o Les concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires
  - o Les fonds de commerce
  - o Les frais de recherche et développement
- Immobilisations financières : Elles sont principalement constituées des titres de participation, des titres créant des liens d'association avec d'autres sociétés et des prêts à long terme. Constituent des titres de participation les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur valeur d'origine. Cette valeur s'entend :

- pour les immobilisations acquises par l'entreprise, du coût réel d'achat augmenté, le cas échéant, des frais accessoires tels que frais de transport, droits de douane, ainsi que des frais d'installation et de montage ;
- pour les immobilisations apportées à l'entreprise, par des tiers, de la valeur d'apport ;
- pour les immobilisations créées par l'entreprise, du coût réel de production, c'est-à-dire du coût d'achat des matières ou fournitures utilisées, augmenté de toutes les charges directes ou indirectes de production.



Pour l'arrêté des comptes :

- Les plus-values constatées entre valeur actuelle et valeur d'entrée ne sont pas comptabilisées.
- Les moins-values constatées entre lesdites valeurs sont prises en compte (application du principe de prudence), et une provision pour dépréciation est comptabilisée.

### Objectifs du contrôle des comptes

Le contrôle des immobilisations doit permettre de vérifier si :

- elles existent (réalité)
- elles appartiennent à l'entreprise
- elles sont correctement évaluées (valeurs brutes et nettes)
- elles sont correctement enregistrées
- la distinction entre charges et immobilisations est correctement effectuée.
- les informations incluses dans l'annexe sont suffisantes et correctes.

### Les contrôles types

#### ▪ **Contrôle de l'existence**

- Obtenir le tableau des mouvements (brut, amortissement et provision) des immobilisations.
- Vérifier que le fichier et les comptes sont mis à jour,
- Si des immobilisations importantes sont détenues par des tiers, appliquer la procédure de confirmation directe.
- En tout état de cause vérifier l'existence physique des actifs importants.

#### ▪ **Contrôle de la propriété**

Vérifier les titres de propriété de la société en ce qui concerne les terrains et les immeubles et s'assurer qu'ils ne font pas l'objet d'une sûreté réelle.

#### ▪ **Contrôle de la validité des enregistrements comptables**

##### ➤ Généralités :

- S'assurer que les soldes au fichier des immobilisations correspondent aux totaux inscrits sur le compte du grand livre,
- Tester l'exactitude des calculs arithmétiques du fichier des immobilisations.
- Vérifier l'exactitude des totaux du tableau des mouvements (brut et amortissement).

➤ Acquisitions :

- Vérifier les principales acquisitions de l'exercice physiquement et avec les contrats, procès-verbaux du Conseil d'Administration, les budgets d'investissements et les justificatifs (commandes, factures, paiements).
- S'assurer que les frais de transports, droits de douane, frais d'installation et de montage, de logement, ainsi que la TVA sur véhicule de tourisme sont immobilisés.
- Vérifier que l'entreprise n'a pas passé en charges des éléments constitutifs du prix de revient des immobilisations (honoraires d'architectes, coût d'installation et travaux d'aménagement d'un terrain, taxe d'équipement, etc. ...).
- Au cas où il y a eu production d'immobilisations par l'entreprise, s'assurer que les coûts imputés sont corrects.

➤ Cessions :

- Vérifier les principales cessions de l'exercice avec les documents justificatifs (facture, autorisation, encaissement du prix, certificat de destruction, PV de mise au rebut...).
- Vérifier que la valeur brute et les amortissements ont été sortis des comptes et du fichier des immobilisations.
- Au cas où il y a eu des cessions d'immobilisations, s'assurer que les plus ou moins-values dégagées sont comptabilisées correctement.
- Vérifier la valeur comptable résiduelle des sorties sélectionnées et examiner les calculs de plus ou moins-values ainsi que les impôts correspondants.

➤ Amortissements :

- Déterminer si la base d'évaluation et les taux utilisés pour l'amortissement sont appropriés, compte tenu des durées de vie probables des actifs et de leur utilisation pendant l'exercice.
- Vérifier avec le dossier permanent que les taux utilisés pour le calcul de l'amortissement, ainsi que le mode d'amortissement sont les mêmes que ceux de l'exercice précédent. Sinon évaluer l'impact du changement sur le résultat.
- Vérifier que la charge d'amortissement de l'exercice a été correctement calculée et enregistrée.

➤ Annexe :

- Vérifier que les éléments constitutifs des postes frais d'établissement, frais de recherche et développement et fonds commercial sont commentés dans l'annexe ainsi que les modalités retenues pour leur amortissement.

## 4.5 Cycle Trésorerie

### Définitions

**Liquidités** : Espèces ou valeurs assimilables à des espèces et, d'une manière générale, toutes valeurs qui, en raison de leur nature, sont immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal (disponibilités). Sont également compris dans les liquidités les bons qui, dès leur souscription, sont remboursables à tout moment, ainsi que les comptes bancaires à terme lorsqu'il est possible d'en disposer par anticipation.

**Valeurs mobilières de placement** : Titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance.

**Concours bancaires courants** : Dettes à l'égard des banques contractées en raison de besoins de trésorerie résultant de l'exploitation courante ou des autres opérations d'exploitation de l'entreprise.

### Objectifs du contrôle des comptes

- S'assurer que les montants inscrits au bilan sont correctement évalués et comptabilisés ;
- S'assurer que les montants inscrits au compte de résultat reflètent bien l'intégralité des charges ou produits relatifs à ces opérations ;
- S'assurer que la situation de trésorerie de l'entreprise est reflétée de façon exacte par les montants inscrits au bilan.

### Les contrôles types

Dans cette section, les tests et contrôles sont effectués au centime près car il s'agit d'un poste très sensible compte tenu de la liquidité des actifs qui le composent.

#### **Banques et chèques postaux :**

- Appliquer la procédure de confirmation directe pour les soldes, découverts et prêts bancaires, ainsi que pour les conditions (taux d'intérêt, commissions, plafond, remboursement) qui y sont attachées.
- Obtenir également confirmation des signataires autorisés, des intérêts ou autres frais concernant l'exercice et non encore débités. Cette procédure sera appliquée à tous les comptes bancaires y compris ceux ayant des soldes nuls ou sans mouvements.
- Obtenir les rapprochements bancaires établis par l'entreprise.
- Pour les écritures passées par l'entreprise et pas par la banque :
  - o Vérifier que les écritures figurent bien dans les livres de l'entreprise avant la clôture.
  - o Vérifier que la banque a pris ces mouvements en considération sur les relevés de l'exercice suivant.
  - o Vérifier que l'entreprise a respecté la règle de séparation des exercices en enregistrant ces montants.

- Pour les écritures passées par la banque et non par l'entreprise, vérifier que les charges et produits correspondants ont fait l'objet de provisions.
- S'assurer que les soldes bancaires n'ont pas été compensés.
- S'assurer que les montants en devises sont convertis aux taux de clôture.
- Vérifier les « soldes à la banque » avec les relevés et confirmations.
- Vérifier les « soldes en nos livres » avec les comptes individuels.

#### **Intérêts courus :**

- Vérifier le respect de la règle de séparation des exercices.

## **4.6 Cycle Capitaux Propres**

### Définitions

**Réserves** : Les réserves sont, en principe, des bénéfices affectés durablement à l'entreprise jusqu'à la décision contraire des organes compétents.

**Réserve légale L. art 345** : A peine de nullité de toute délibération contraire, dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions, il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

#### **Report à nouveau :**

- Report à nouveau bénéficiaire : bénéfice dont l'affectation est renvoyée, par l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice, à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les résultats de l'exercice suivant.
- Report à nouveau déficitaire : pertes constatées à la clôture d'exercices antérieurs qui n'ont pas été imputées sur des réserves ni résorbées par une réduction du capital social et qui devront être déduites du bénéfice de l'exercice suivant ou ajoutées au déficit dudit exercice.

### Objectifs du contrôle des comptes

- S'assurer du respect des obligations légales et de la correcte prise en compte au niveau de la comptabilité des décisions des organes juridiques de la société.

### Les contrôles types – Capital

- Contrôles d'ordre général :
  - Obtenir le tableau des mouvements depuis l'exercice précédent.
  - S'assurer de la conformité des mouvements avec les procès-verbaux d'assemblées.
- Égalité entre les actionnaires :
  - Obtenir et vérifier, ou préparer une répartition du capital par catégorie d'actions en notant les conditions d'émission et les droits attachés aux titres.
  - Faire dresser, si possible, une liste des actionnaires.
  - Rechercher et apprécier les avantages particuliers dont peuvent bénéficier certaines catégories d'actionnaires.
  - Vérifier toutes les opérations relatives au capital et notamment les augmentations avec abandon du droit préférentiel de souscription.
- Souscription :
  - Lors de la création d'une entreprise, vérifier les écritures relatives à la souscription du capital et vérifier que :
    - l'intégralité du capital a été souscrite.
    - les règles de forme des actions et parts sociales ont été respectées.
    - le capital social est égal au minimum légal.
    - les règles de publicité ont été respectées.
- Augmentation de capital :
  - Se faire présenter les documents sociaux relatifs à l'augmentation de capital.

### Les contrôles types – Réserves, report à nouveau, résultat de l'exercice

- Contrôles d'ordre général :
  - Obtenir le tableau des mouvements depuis l'exercice précédent.
  - S'assurer de la conformité des mouvements avec les procès-verbaux d'Assemblée.
- Vérifier le respect des règles de publicité.
- Contrôles spécifiques :
  - Réserves légales, vérifier que la dotation est conforme aux prescriptions de la loi.
  - S'assurer de la comptabilisation de l'affectation du résultat de l'exercice précédent.
  - S'assurer que la réserve légale n'est pas distribuée.
  -
- Bénéfice distribuable :
  - Vérifier que les bénéfices distribués (ou proposés) sont réels.
  - Vérifier le paiement des dividendes.

## 4.7 Cycle Fiscalité

### Objectifs du contrôle des comptes

- Etats et autres collectivités publiques
  - S'assurer que les montants d'impôts et taxes figurant au bilan et au compte de résultat sont correctement calculés et comptabilisés.
  - S'assurer que les comptes annuels de l'entreprise ne dissimulent pas un risque fiscal important, le chiffrer éventuellement.
  
- Autres dettes
  - S'assurer que toutes les dettes diverses de l'entreprise sont comptabilisées ou provisionnées.
  - S'assurer que toutes les charges de gestion sont comptabilisées.
  
- Autres créances
  - S'assurer que toutes les créances diverses de l'entreprise sont comptabilisées ou provisionnées pour un montant correct et conformément aux principes comptables généralement admis et concernent des montants à recevoir entièrement recouvrables.
  - S'assurer que tous les produits de gestion sont comptabilisés.

### Les contrôles types – Etat et autres collectivités publiques

- Tous comptes
  - Comparer les montants au bilan et au compte de résultat avec l'exercice précédent. Expliquer les variations importantes.
  
- État - Subventions à recevoir
  - Vérifier avec les contrats que les subventions à recevoir enregistrées sont effectivement acquises.
  - Vérifier les encaissements ultérieurs.
  
- État - impôts et taxes recouvrables sur des tiers
  - Vérifier la justification des soldes.
  - S'assurer que tous les impôts et taxes recouvrables ont été enregistrés ou payés.
  - Vérifier le recouvrement effectif de ces impôts et taxes.

- État - impôt sur les bénéfices
  - Contrôler la liquidation de l'impôt de l'exercice précédent
    - Calcul
    - Délai de règlement
    - Bordereau de versement
  - Vérifier les acomptes trimestriels d'IS (calculs et délais de règlement, bordereau de versement).
  - Vérifier le calcul de l'impôt dû au titre de l'exercice.
- État - taxe sur le chiffre d'affaires :

### **TVA déductible**

- Examiner les modes de comptabilisation des taxes à récupérer.
- Rapprocher les journaux d'achats et ceux de trésorerie (factures fournisseurs, d'immobilisations, d'achats, de frais).
- Obtenir et vérifier le rapprochement entre le chiffre d'affaires tel qu'il apparaît en comptabilité et le chiffre d'affaires déclaré pour le paiement de la TVA.
- Vérifier la déductibilité des taxes.

### **TVA collectée**

- Examiner le mode de comptabilisation retenu par l'entreprise.
- S'assurer du bon respect des règles comptables.
- Vérifier d'une façon générale que les paiements de début d'exercice suivant sont conformes aux soldes contrôlés.

### **TVA à décaisser**

- Vérifier les imputations.
- Vérifier la concordance avec les déclarations.
- Vérifier les paiements ultérieurs.

### **Etat - autres impôts**

- Pour chacun des impôts, taxes et versements assimilés vérifier que :
  - les bases de calcul correspondent à la législation,
  - la charge relative à l'exercice a été correctement comptabilisée.
- Vérifier les déclarations (délais, forme ...) ou vérifier que les impositions correspondent aux contrôles.
- Vérifier que les impôts non déductibles ont bien fait l'objet des réintégrations nécessaires au niveau de la déclaration du résultat fiscal.
- Autres impôts (taxe professionnelle, taxe foncière, taxe sur les véhicules de sociétés...) : vérifier les rôles, paiements et charge annuelle.

## 4.8 Cycle Personnel

### Objectifs du contrôle des comptes

- S'assurer que les montants inscrits au bilan sont correctement évalués et comptabilisés ;
- S'assurer que les montants inscrits au compte de résultat reflètent bien l'intégralité des charges ou produits relatifs à ces opérations ;

### Les contrôles types

- Effectuer un rapprochement des rémunérations comptabilisées et de la DADS (déclaration annuelle des salaires), à défaut le journal de paie ;
- Confirmation indirecte du solde auprès des organismes sociaux ;
- Calculer le taux de charges sociales et le comparer à celui de l'exercice précédent ;
- Vérifier le correct provisionnement des congés payés et des RTT.

## 4.9 Cycles charges et produits d'exploitation

### Charges d'exploitation

**Contrôles généraux :** La majeure partie du contrôle des comptes de charges est assurée à travers le contrôle des postes correspondants au bilan.

**Pertes sur créances irrécouvrables :** Rapprocher ces montants avec les travaux effectués sur les créances douteuses.

**Dotations aux amortissements et aux provisions :** Voir chacun des comptes correspondants au bilan. Vérifier la distinction entre charges normales et charges exceptionnelles.

### Produits d'exploitation

**Contrôles généraux :** Là aussi, la majeure partie du contrôle des comptes de produits est assurée à travers le contrôle des postes correspondants du bilan.



Les autres contrôles pouvant être opérés sont les suivants :

- Comparer les différentes catégories de produits avec les comptes de l'exercice précédent.
- Expliquer les principales variations
- Évaluer l'incidence sur le programme de contrôle de toute variation anormale.
- Comparer l'évolution des produits sur douze mois et s'assurer qu'il n'y a pas d'évolution anormale (gonflement excessif) en fin d'exercice.
- Vérifier la décomposition entre produits d'exploitation courante et produits exceptionnels.
- S'assurer que les informations fournies dans l'annexe et concernant les comptes de produits sont complètes et correctes.

#### 4.10 Pertinence des méthodes décrites

##### Une approche par étape

Comme nous l'avons dit plus haut, pour une mission donnée, l'auditeur intervient à différents moments de l'année et découpe ainsi sa mission en phase. Les exemples de contrôles que nous avons mentionnés plus haut sont des travaux que l'auditeur effectue au cours de la phase dite « finale » de l'audit. Autrement dit, l'audit de la société a commencé plus tôt et les auditeurs ont d'ores et déjà effectué un travail en aval consistant à localiser les postes à risques de la société. Ce contrôle interne permet donc d'orienter par la suite les travaux de la phase finale et accentue les tests sur certains cycles considérés à risques.

##### Une couverture de tous les comptes

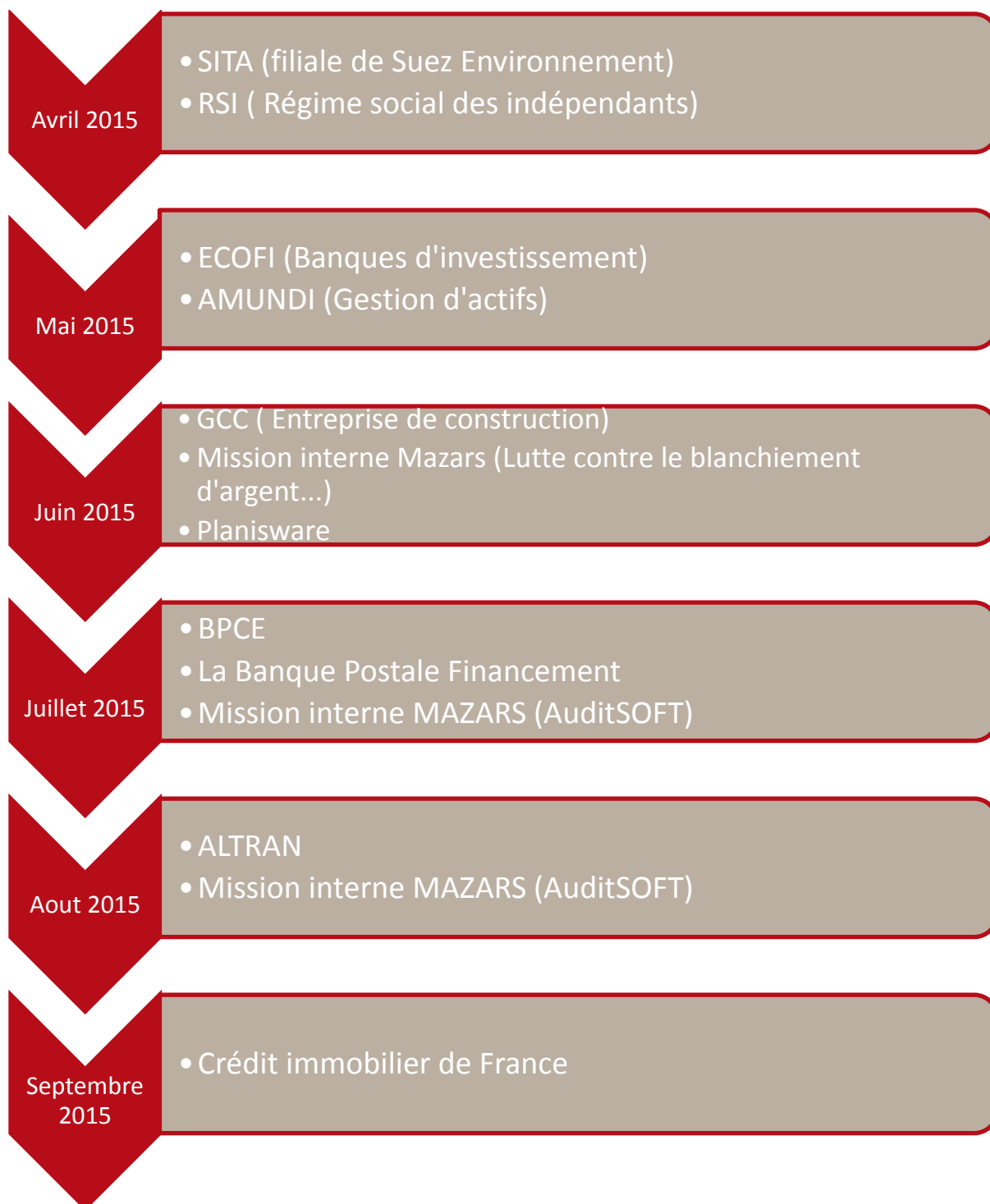
D'autre part, cette approche par cycles permet de couvrir la globalité des postes du bilan et des comptes de résultats. En effet la comptabilité étant essentiellement basée sur une écriture en partie double, le fait de contrôler par exemple le cycle charges d'exploitation permet de contrôler a fortiori les dettes envers les fournisseurs. Or ces dernières sont également testées au cours du cycle Fournisseurs. Cette redondance dans les travaux permet de diminuer la marge d'erreur.

##### Une méthode statistiquement viable

Finalement, au sein de chaque cycle, on procède à des contrôles par sondages car nous n'avons pas le loisir d'effectuer un contrôle exhaustif de toutes les factures du client lambda par exemple. Cependant les contrôles sont effectués de manière aléatoire avec une sélection des montants les plus significatifs. Cette double précaution diminue encore une fois la marge d'erreur lors des contrôles de la phase finale.

## 5. Mes missions et travaux au sein du cabinet

### 5.1 Calendrier de mes missions



## 5.2 Missions en OPCVM : ECOFI et AMUNDI

Ma première véritable mission d'audit, comprenant la production de travaux chez le client, s'est déroulée au mois de Mai au sein du département Middle Market de chez Mazars. Cette mission concernait les entités ECOFI et AMUNDI, qui sont des OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières) c'est-à-dire des organismes dont l'activité est d'investir des fonds issus de l'épargne des porteurs de parts sur différents marchés.

### ECOFI

J'ai tout d'abord débuté ma mission à Nanterre, au siège d'ECOFI, qui est une filiale du Crédit Coopératif. Cette filiale est une société de gestion positionnée comme un acteur d'instruments financiers alternatifs, notamment grâce à la mise en place de fonds solidaire et à la promotion de l'investissement socialement responsable.

Au cours de cette mission, j'ai pu réaliser la finalisation et la revue des dossiers de contrôle de certaines OPCVM gérées par ECOFI. Ces dossiers regroupent l'ensemble des travaux des auditeurs, et permettent la mise en place des états financiers. La revue des dossiers consistait à reprendre chacun des dossiers de contrôle, vérifier qu'ils étaient totalement documentés et à effectuer certaines modifications ou complétions sur les travaux incomplets. Cette première partie du travail m'a permis de découvrir les différents tests effectués dans ces dossiers de contrôle, test que je devais alors réaliser entièrement dans un second temps.

Ensuite, ma mission consistait à documenter et réaliser les dossiers de contrôles de quatre fonds détenues par ECOFI (Choix responsable prudence, Choix responsable développement, ECOFI Optim Capital garanti 2017 et ECOFI contrat solidaire). Pour chacun d'eux, il fallait procéder aux cadrages généraux des comptes : j'ai entre autres vérifié la correcte évaluation de l'actif net comptabilisé avec ce qui était déclaré en inventaire et la correcte estimation de la VL (Valeur liquidative du fond), puis j'ai effectué calcul des seuils de signification. J'ai également fait la revue analytique préliminaire, qui permet de s'assurer de la cohérence du comportement de chaque catégorie de part avec son benchmark et des parités entre les différentes classes de parts/actions. Enfin, dans le but de contrôler le portefeuille et les éléments hors bilan, j'ai procédé au contrôle de la réalité et de l'exhaustivité des titres financiers, et la correcte évaluation des instruments financiers.

### AMUNDI

La mission AMUNDI a suivi la mission présentée ci-dessus, elle a été réalisée depuis les bureaux de chez Mazars car l'ensemble des documents nous avaient été transmis préalablement. Nous étions dans l'étape de finalisation des travaux, ma principale mission était d'effectuer la revue des dossiers de contrôle, de reprendre les différents suspens sur les travaux réalisés et enfin de documenter les dossiers de 5 fonds qui n'avaient pas encore été réalisés.

L'essentiel de cette mission concernait les mêmes sujets que la mission ECOFI, c'est-à-dire les cadrages généraux des comptes, la revue analytique préliminaire et le contrôle des éléments du portefeuille et des éléments hors bilan. Cette intervention a également été l'occasion de travailler sur de nouveaux sujets comme :

- la correcte évaluation des souscriptions/rachats c'est-à-dire des acquisitions et cessions de titres effectuées par l'OPCVM,
- la cohérence du signe des comptes de régularisation des revenus.

## **5.3 Groupe GCC**

### Synthèse des comptes sociaux et consolidés

GCC est une entreprise française de construction, présentant un chiffre d'affaire de 684M€ pour l'exercice 2014. Nous avons réalisé l'audit du premier semestre de l'exercice au 30/06/2015. Ces travaux d'audit intermédiaires permettent de répartir la charge de travail et d'éviter un trop gros afflux de travail à la clôture de l'exercice. De plus, compte tenu de la taille de son chiffre d'affaire, GCC doit présenter des comptes semestriels audités. Le début de la mission consistait à la réalisation des synthèses des comptes sociaux et des comptes consolidés afin de préparer le mémoire d'approche des missions relatif à la clôture du 30 septembre 2015.

### Revue de chantier

La deuxième phase de mes travaux consistait en un suivi des revues de chantier. Nous avons par ailleurs effectué un déplacement à Lyon pendant une semaine afin de réaliser nos travaux directement chez le client. Le but des revues de chantier est de constater l'évolution des budgets des chantiers d'un arrêté à l'autre. Les principaux travaux incluent une évaluation de la cohérence entre l'avancée du chantier et les prévisions du

gestionnaire, mais également une étude de l'évolution des données à la terminaison du chantier.

Pour ma part j'ai réalisé la revue de deux chantiers :

- un EHPAD (Etablissement d'hébergement de personnes âgées dépendantes) situé aux Mureaux (78),
- un immeuble de bureaux situé à Bordeaux.

Lors des revues de chantier, nous assistons tout d'abord aux réunions rendant compte de l'avancée des chantiers auxquelles participent en général un responsable de la gestion, un responsable de la comptabilité et un responsable financier. Le contenu des réunions se focalisait sur les principaux chantiers de GCC et exposait les faits majeurs survenus pendant la période auditée. Ainsi le but de la revue de chantier est de justifier les dépenses effectuées sur le chantier et de comprendre l'évolution des dépenses à terminaison (anticipation des dépenses à la fin de chantier).

Cette phase a été, à titre personnel, très intéressante car j'ai pu y acquérir une certaine liberté d'action et d'indépendance accordé par l'encadrement, me permettant ainsi de mieux m'organiser et de gagner en autonomie. D'autre part, le sujet des revues de chantier était très intéressant car il regroupait l'aspect financier classique, l'audit ainsi que l'aspect plus technique et opérationnel de la gestion d'un chantier.

#### 5.4 Missions de consolidation : Altran, BPCE et La Banque Postale Financement

La consolidation résulte de l'obligation légale faite à toute entreprise détenant le contrôle d'autres entreprises ou exerçant sur elles une influence notable d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe. L'objet des comptes consolidés est de présenter la situation financière d'un groupe de sociétés comme si celles-ci ne formaient qu'une seule et même entité. Cette consolidation peut être effectuée selon différentes méthodes :

- **par intégration globale** (on reprend la totalité des éléments du bilan et du compte de résultat qu'on intègre dans les comptes consolidés),
- **par intégration proportionnelle** (on reprend les éléments du bilan et du compte de résultat au prorata des parts détenues par la société qui consolide),
- **par mise en équivalence**, elle consiste alors à substituer à la valeur comptable des actions de la filiale détenues par la société mère, la part correspondante dans les capitaux propres de la filiale (résultat compris).

La principale difficulté de la consolidation réside dans l'identification, la correcte évaluation et l'élimination des interconnexions, c'est-à-dire des engagements que peuvent présenter plusieurs entités entre elles au sein d'un même groupe. Par exemple, lorsqu'une entité A possède créance client vis-à-vis d'une entité B du même groupe, celle-ci sera supprimée. En contrepartie l'entité B supprimera la dette fournisseur correspondante.

### BPCE

Ma première mission de consolidation s'est déroulée à la fin du mois de juin chez BPCE (Banque populaire Caisse d'Epargne). Cette mission, au sein d'un acteur majeur du secteur bancaire, a duré une semaine. Elle m'a permis d'observer la mise en place des méthodes de consolidation et d'élimination des interconnexions entre filiales d'un même groupe. Je ne suis cependant intervenu que sur le début des travaux, c'est-à-dire sur les sujets relatifs au contrôle, aux tests et à l'écriture de mémos analytiques portant sur les immobilisations et provisions pour risques et charges.

En ce qui concerne les immobilisations, les objectifs étaient de s'assurer :

- du suivi des points identifiés précédemment et d'identifier les nouveaux points éventuels (modification des process, migration informatique...),
- de la réalité des acquisitions et sorties d'immobilisations et validation de leur correct traitement comptable
- de la correcte vérification du calcul des amortissements,
- de la correcte évaluation des immobilisations et des immobilisations en cours et de leur correct provisionnement, le cas échéant.

Dans le cas des provisions pour risques et charges, les objectifs définis étaient de s'assurer :

- du suivi des points identifiés lors des exercices précédents et identification de nouveaux points éventuels notamment lors d'événements particuliers (modification des process, migration informatique...),
- de l'exhaustivité des provisions,
- de la correcte évaluation des provisions.

### La Banque Postale Financement

Durant le mois de juillet, j'ai réalisé une mission pour le compte de LBPF (La Banque Postale Financement), filiale de la banque postale spécialisée dans le crédit à la consommation. Il s'agissait, dans cette mission, de mettre en place la consolidation du groupe. J'ai ainsi pu intervenir sur différents cycles et effectuer les travaux suivants :

Pour le cycle Immobilisations :

- Cadrage de la comptabilité et de la gestion,
- Test sur différentes factures afin de repérer une évolution significative,
- Rédaction d'une synthèse.

Pour le cycle Frais généraux et provisions attenantes :

- Revue analytique (document d'analyse de tendances, de comparaison des données absolues et relatives) des charges générales d'exploitation,
- Obtention des détails de comptes lorsqu'on identifiait une évolution significative,
- Test sur des factures lorsque les montants étaient significatifs,
- Rédaction d'une synthèse.

Pour le cycle Capitaux Propres :

- Vérification de la correcte affectation du résultat 2014.
- Rédaction d'une synthèse.

Pour le cycle Comptes divers et de régularisation :

- Revue analytique des comptes de régulation,
- Rédaction d'une synthèse.

Pour le cycle Liasse de consolidation :

- Pointage de la liasse conso
- Vérifier avec PWC l'exhaustivité des pointages.

### Altran

Par la suite, j'ai directement été affecté à une autre mission de consolidation pour ALTRAN, société de conseil en innovation et ingénierie avancée. L'essentiel de mon travail a porté sur les points suivants :

- l'identification des variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice, c'est-à-dire des sociétés à consolider et du mode de consolidation à adopter,
- l'analyse des titres non consolidés
- la validation des variations de périmètres liées à des acquisitions
- la validation des variations de périmètres liées à des cessions
- la validation des fusions
- la validation des variations de pourcentage d'intérêts dans les filiales déjà consolidées,
- la vérification de la correcte élimination des titres, des provisions sur titres et des dividendes,
- la validation des interconnexions.

Tous les points présentés ci-dessus font l'objet d'une rédaction de mémo et d'une synthèse, à l'attention du client.

## 5.5 Missions de bouclage

### SITA

Après mes deux semaines de formation réalisées dès mon arrivée chez Mazars, j'ai effectué une première mission pour l'entreprise SITA, filiale de SUEZ Environnement spécialisée dans la gestion durable des ressources. Le principal objectif de la mission consistait à réaliser l'étape de bouclage de l'Audit pour les implantations Nord-Est et Sud-Ouest du groupe. Cette étape consiste à vérifier l'exactitude de toutes les informations, la cohérence de travaux et le bon reporting des résultats contenus dans les états financiers des différentes filiales, ces derniers ayant vocation à être rendus public.

Au cours de cette mission, j'ai pu observer la finalité des travaux des auditeurs et ainsi mieux contextualiser ce que j'ai pu apprendre lors de mes semaines de formation. On m'a également confié la mission de reprendre et vérifier les feuilles de résolutions du Conseil d'Administration (CA), document à l'attention des actionnaires qui résume les résolutions prises au cours du CA et notamment la répartition du résultat net en fin d'exercice. Enfin, suite à de nombreuses erreurs identifiées sur un dossier, on m'a chargé de reprendre les travaux d'un auditeur. J'ai notamment analysé les postes Immobilisations, créances clients, provisions pour risques et charges, fournisseurs, personnel et dette financière et sociale, ce qui m'a permis de mieux cerner l'organisation des travaux d'audit.

### Planisware

Au mois de juin 2015, j'ai également réalisé une mission de bouclage pour Planisware, société informatique spécialisée dans la conception de logiciels de gestion de projets pour divers secteurs. Là encore, ma mission était de vérifier les états financiers, les annexes, les projets de résolutions et le rapport de gestion (qui retranscrit l'état de gestion de l'entreprise et son activité sur l'exercice).



## 5.6 Autres missions

### Mission interne Mazars AuditSOFT

Au cours de mon stage, j'ai également eu l'occasion de collaborer avec le service Normes et support informatique de Mazars. L'objectif était d'améliorer l'outil de suivi et de centralisation des travaux d'audit, AuditSOFT (logiciel interne), en vue de préparer la sortie de la version 2016. L'essentiel de la mission s'articulait autour de la réalisation de nombreux tests et l'identification des problèmes du pilote de la nouvelle version. Cette mission interne m'a permis d'une part d'aborder des problématiques techniques liées à l'informatique, comme la compréhension de l'arborescence d'un logiciel, et d'autre part de mieux comprendre la méthodologie d'audit.

### Mission RSI

La mission RSI (Régime Social des Indépendant en France), que j'ai eu l'occasion d'effectuer au mois d'avril, consistait en la réalisation de synthèses des travaux d'audit effectués en interne par chaque caisse régional, dans le but d'identifier les facteurs de risques pouvant survenir lors de l'arrivée des équipes MAZARS sur le sujet (cf partie 3.1).

L'une des synthèses était un fichier Word résumant pour chaque caisse régionale :

- les points de risque les plus élevés,
- leur notation (en termes de performance du contrôle interne),
- un rappel des risques identifiés lors des exercices antérieurs
- les conclusions des auditeurs internes sur le suivi des mesures prises.

La seconde synthèse, portant sur le même dossier, était un fichier Excel, résumant brièvement :

- la situation de chaque caisse régionale,
- l'état de certains cycles (Immobilisation, capitaux propres...) sources de risques élevés,
- les commentaires des auditeurs sur les années précédentes
- les mesures prises en conséquence et l'ensemble du suivi pour chacune d'entre elle.

### Mission interne (Lutte contre le blanchiment d'argent)

Cette mission consistait à rédiger un tableau de synthèse de l'évolution de la législation européenne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de capitaux et le financement du terrorisme, en comparant les directives de 2005 et 2006 avec la directive de 2015. Cela m'a permis d'aborder de nouvelles thématiques comme :

- les questions juridiques liées à la finance,
- l'obligation de vigilance des créanciers à l'égard de leurs clients,
- l'obligation de mise en place d'outils :
  - de vérification et de traçabilité des capitaux,
  - de signalement des clients et capitaux douteux,
- les mesures de protection des données stockées par les établissements de crédit dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent.

### Mission Crédit Immobilier de France (CIF)

Au moment de la rédaction de ce rapport, cette mission n'était pas terminée. Il s'agissait d'une mission de revue crédit, qui consistait à vérifier la bonne application des procédures de contrôle mises en place par le CIF lors de l'émission d'un crédit. Notre mission nous a également amené à contrôler la présence et la mise à jour des documents relatifs aux principaux crédits accordés par le CIF.

## **6. Enseignements et Réflexions :**

Tout au long de ma mission au sein de Mazars j'ai pu découvrir le fonctionnement d'un grand cabinet d'audit/conseil. De plus, travailler pour différents clients s'est révélé être avantageux car j'ai pu également découvrir l'organisation et les méthodes de travail de différents organismes dont les finalités sont différentes de celles d'un cabinet comme Mazars.

### **6.1 Ce que j'ai pu apprendre**

Durant mon stage au sein d'un grand cabinet tel que Mazars, j'ai pu apprendre à travailler selon des méthodes qui ont fait leurs preuves. En effet, pour encadrer ses équipes et délivrer à l'ensemble de ses clients une qualité de prestation équivalente, Mazars met à disposition de ses équipes un ensemble de méthodologies et d'outils qui permettent le bon déroulement de nos missions.

- **Un devoir d'exigence :**

Mazars est reconnu par la qualité des prestations délivrées auprès de ses clients. L'ensemble des collaborateurs de l'entreprise, moi compris, doivent participer au maintien de cette exigence. Grâce à cette dernière, j'ai pu apprendre à être le plus consciencieux possible dans mon travail.

- **Un regard critique permanent :**

Le métier d'auditeur demande de prendre de manière générale de la hauteur de vue et d'avoir un regard critique à la fois sur son propre travail mais aussi sur celui réalisé par ses collaborateurs et ses clients.

- **Une organisation cadencée :**

Au regard des différentes missions sur lesquelles j'intervenais simultanément, j'ai dû apprendre à organiser et prioriser mon travail et mes tâches. De plus, durant toute cette expérience, j'ai également appris à organiser mes idées pour tous les sujets que j'ai eu à instruire simultanément.

En définitive, je pourrais résumer mon apprentissage auprès des auditeurs Mazars par les mots « rigueur de travail » et « prise de recul ». En effet, l'exigence de qualité du travail délivré est une des principales forces des collaborateurs de Mazars. C'est également l'un des points sur lesquels j'ai dû apprendre le plus et que me servira quel que soit le parcours professionnel que j'entreprendrais à l'avenir.

## 6.2 Points d'étonnements

- **L'omniprésence des fonctions supports :**

Dès mon entretien professionnel et tout au long de mon parcours, j'ai pu constater que tout était mis en œuvre par l'entreprise pour faciliter le travail de ses auditeurs. En effet, l'entreprise est dotée d'une fonction support et outils très importante qui permet de répondre très rapidement à l'ensemble de nos attentes.

De plus, nous pouvions faire appel à tout moment au bureau des normes et aux experts en fiscalité lorsque nous rencontrions un problème ou une question. Celui-ci était disponible à n'importe quel moment pour apporter une solution à votre problème et ainsi vous permettre de travailler dans les meilleures conditions.

- **Une certaine liberté d'action :**

Un autre aspect qui a largement suscité mon étonnement et mon appréciation est la liberté qui m'était accordée dans la réalisation de mes missions. La plupart du temps, j'intervenais seul sur mes missions. J'ai donc pu orienter chacune d'entre elles en fonction de ma manière de travailler.

Après avoir suscité la confiance de mes supérieurs lors de l'accomplissement de mes premières missions, ceux-ci m'ont très rapidement accordé une liberté d'action de plus en plus grande, sous réserve bien-sûr de la délivrance d'un travail de qualité, ce qui m'a permis d'opérer comme je le souhaitais.

- **Un suivi régulier et une grande proximité avec la hiérarchie :**

Malgré cette liberté accordée qui peut mener certains à un manque de repère, mes supérieurs hiérarchiques ont toujours été présents lorsque j'avais besoin de conseils sur ma méthode de travail ou sur les décisions que je devais prendre. Au regard de la quantité de travail qu'ils avaient, je ne pensais pas qu'ils pouvaient être tout autant disponibles pour m'aider. Je disposais donc d'un suivi régulier de mes collaborateurs sur les thématiques sur lesquelles je travaillais.

## Conclusion

Ce stage fut une expérience enrichissante tant sur le plan professionnel qu'humain. J'ai eu l'opportunité de côtoyer des gens très compétents et intéressants, qui m'ont beaucoup appris sur l'audit et plus largement sur le monde de l'entreprise.

Ce stage m'a permis de découvrir le secteur de l'audit, métier dans lequel j'ai encore énormément à apprendre. J'ai également eu l'occasion de travailler avec de nombreux collaborateurs et interlocuteurs aux personnalités bien différentes. Je garde un excellent souvenir du cabinet Mazars.

Les techniques d'audit, le formalisme et l'excellence exigés par le cabinet Mazars m'ont aidé à structurer mes travaux, les rendre clairs et compréhensibles et donc exploitables par le plus grand nombre. J'y ai côtoyé des personnes très compétentes ayant de fortes qualités humaines pour me former et m'encadrer. Par ailleurs le métier d'auditeur permet une rapide montée en compétence, grâce notamment à la quantité des informations et des données auxquelles un auditeur doit faire face.

Cette expérience m'a donc permis de découvrir un métier intéressant, de nombreux secteurs d'activités du monde de l'entreprise, des aspects de la gestion et de finance d'entreprise, ceci en appliquant au mieux la logique et l'esprit de synthèse d'un ingénieur.

## ANNEXES

### Chiffres clés

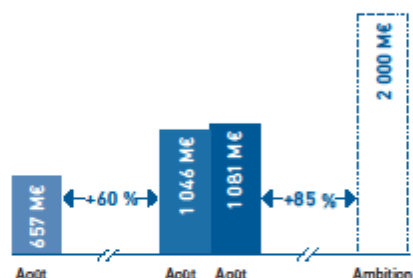


### NOS INDICATEURS DE PERFORMANCE 2013-2014

**NOUS AVONS ENCORE UNE FOIS RÉALISÉ UNE CROISSANCE ROBUSTE SUR L'EXERCICE 2013-2014, DANS UN ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DIFFICILE. NOUS AVONS GAGNÉ DE NOUVELLES MISSIONS, POURSUIVI NOTRE OEUVRE DE CRÉATION DE VALEUR POUR NOS CLIENTS ET INVESTI DANS LE RENFORCEMENT DE NOTRE ORGANISATION ET DE NOS STANDARDS DE QUALITÉ.**

Chiffre d'affaires

**1,081 M€ +5.8%**



Composition de la croissance

Croissance organique 2013/2014

**+3.9% 40 M€**

Croissance externe 2013/2014

**+1.9% 19 M€**

Effet taux de change 2013/2014

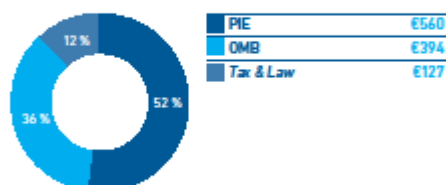
**-2.4% 24M €**

L'euro a commencé à se déprécier face aux devises de certains de nos marchés principaux, comme les États-Unis et la Chine, à la fin du mois de juillet, et face à la couronne suédoise, mi-juin. À ce jour, il continue cependant de s'apprécier face au rand sud-africain et à la lire turque.

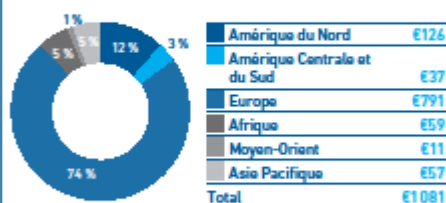
Compte de résultat consolidé  
(en milliers d'euros)

	2013/2014	2012/2013
Chiffre d'affaires	1,080,817	1,045,610
Coût du personnel technique	-545,384	-522,898
<b>MARGE BRUTE</b>	<b>535,433</b>	<b>522,712</b>
Coût du personnel administratif	-84,596	-82,395
Autres charges	-223,733	-225,495
Amortissements et provisions	-18,243	-16,565
<b>SURPLUS OPÉRATIONNEL</b>	<b>208,861</b>	<b>198,257</b>
Amortissement des relations clientèle et dépréciation des goodwill	-4,994	-4,560
Charges de financement	-3,188	-5,092
<b>SURPLUS AVANT RÉMUNÉRATION DES ASSOCIÉS</b>	<b>200,679</b>	<b>188,604</b>
Rémunération des associés	-200,538	-188,562
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>141</b>	<b>42</b>
Impôt	-68	-13
<b>RÉSULTAT APRÈS IMPÔT</b>	<b>73</b>	<b>29</b>

#### Chiffre d'affaires par Global Business Unit (en millions d'euros)



#### Chiffre d'affaires par région (en millions d'euros)



#### Construire et développer les meilleures équipes internationales

##### Âge moyen de nos collaborateurs

**28 ans**

##### Âge moyen de cooptation de nos associés

**42 ans**

##### Âge moyen de nos associés

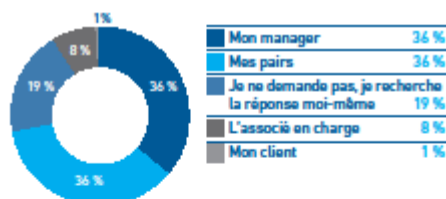
**49 ans**

##### Répartition de nos collaborateurs (équivalent temps plein)



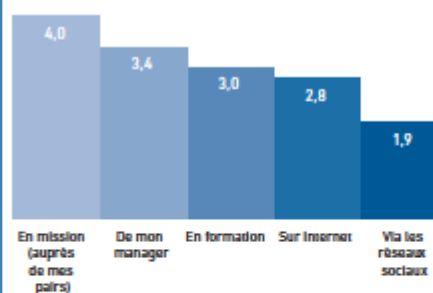
#### Une combinaison d'accompagnement et de formation

##### « Lorsque j'ai besoin d'une information technique, je demande à... »



Enquête réalisée auprès de 3 000 Mazariens de la Génération Y dans le monde

##### « Je préfère apprendre... » (Sur une échelle de 1 à 5)



## En-tête de la fiche d'évaluation

## ENTRETIEN D'EVALUATION

**ASSISTANT 1**

COLLABORATEUR			EVALUATEUR			MISSION		
Nom	LEROY	Date d'entrée chez ce client :	Nom	Prénom	Niveau	Client	Type de mission	Durée : Date :

OBJECTIFS ET TRAVAUX	
Objectifs spécifiques et travaux à réaliser (en précisant le contexte particulier de la mission) :	Travaux réalisés (si différents des travaux à réaliser) :

CONCLUSION	
Appréciation globale, à justifier en fonction du niveau d'expérience du collaborateur, de la complexité des travaux confiés et du ou des critères prédominants de la mission.	Pour l'avenir, quels objectifs de développement et quelles responsabilités envisagez-vous pour le collaborateur ? :
Par rapport à la précédente intervention, quels sont, le cas échéant, le ou les points méritant d'être signalés :	

Commentaire du collaborateur :	Date
	Visa collaborateur
	Visa évaluateur



